

Compte-rendu de l'Assemblée générale du 5 septembre 2020 à Branville (La Hague)

Nombre d'adhérents 2019 : 316
Nombre de votants présents :
Nombre de pouvoirs :

L'an deux mille vingt, le 5 septembre, de 10h00 à 16h15, l'assemblée générale ordinaire de l'ACRO s'est réunie à Branville (La Hague) sous la présidence de M. David Boilley.

La crise sanitaire n'ayant pas permis de tenir l'assemblée générale en avril, c'est le 5 septembre de l'an deux mille vingt, de 10h00 à 16h15, que l'assemblée générale ordinaire de l'ACRO s'est réunie à Branville (La Hague) sous la présidence de M. David Boilley.

M. Boilley, président de l'ACRO, remercie les présents et ouvre la séance en demandant aux participants de se présenter. Il constate que le quorum est atteint ; l'assemblée ordinaire étant régulièrement constituée, elle peut valablement délibérer.

Il annonce ensuite l'ordre du jour :

- 1 – Rapport moral
- 2 – Rapport financier 2019
- 3 – Budget prévisionnel 2020
- 4 – Rapport d'activité 2019
- 5 – Un partage d'informations sur OCRE, les CLI du Cotentin, le projet de voie navigable E40.
- 6 – Les perspectives pour 2020-2021 (les campagnes 2021, la pérennité de l'association, le nécessaire traitement des fichiers de données, la recherche de locaux)
- 7 – Questions diverses
- 8 – Élection du CA

1 – Le rapport moral

M. le président rappelle que l'association a fait face, en 2019, à quelques difficultés : le remplacement de salariés, la responsable du laboratoire malade pendant plusieurs mois, la menace de devoir quitter nos locaux, une baisse des commandes d'études. Cependant un nouveau contrat avec le Ganil (Caen) permet d'assurer des recettes stables pour quelques années.

Au printemps 2020 la crise sanitaire nous a affectés comme toutes les organisations. L'activité a été réduite à cause du confinement et de la nécessaire garde d'enfants, mais le laboratoire est toujours demeuré ouvert. Nous avons donc pu poursuivre nos principales missions :

- la surveillance de l'environnement avec l'OCRE (Observatoire citoyen de la radioactivité dans l'environnement), la révélation d'une présence importante de tritium dans la Loire, la Vienne, la Seine ;
- l'amélioration de la transparence en matière d'information. Suite à une saisine de la CADA (commission d'accès aux documents administratifs), nous avons obtenu la publication de passages caviardés du rapport de l'IRSN sur la chaîne du combustible ;
- l'amélioration de la protection de l'environnement et des populations avec la rédaction de trois cahiers d'acteur lors de la consultation sur le nouveau PNGMDR, une étude critique des nouveaux PPI, la distribution d'iode à 100 km...

M. Boilley souligne le caractère paradoxal du contexte actuel où on parle de plus en plus d'environnement, d'écologie, ce qui génère de nombreuses réactions hostiles voire agressives.

2 – Le rapport financier 2019

Un document de 5 pages est remis aux participants ; il présente le bilan 2019, le résultat de l'exercice 2019 avec son évolution sur 5 ans, le budget prévisionnel 2020, une synthèse des recettes/dépenses/résultats/cumuls de 2006 à 2019.

A C T I F					P A S S I F		
POSTE	EXERCICE 2019			2018	POSTE	EXERCICE 2019	EXERCICE 2018
	BRUT	AMT/PROV	NET	NET			
ACTIF IMMOBILISE					CAPITAUX PROPRES		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					Fonds associatif	91 269	91 269
Licences logiciels	637	637			Réserves		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					Report à nouveau	9 309	7 435
Installations techniques, matériels	161 898	132 875	29 024	36 609	Résultat de l'exercice	13 070	1 874
Autres immobilisations corporelles	20 566	20 266	301	409	Provisions réglementées		
IMMOBILISATIONS FINANCIERES					Provisions pour charges		
Autres participations	893		893	893	Subvention d'investissement	16 192	20 818
Titres immobilisés					TOTAL (1)	129 840	121 396
Autres immobilisations financières	1 862		1 862	1 862			
TOTAL (1)	185 856	153 778	32 080	39 773	AUTRES FONDS PROPRES		
ACTIF CIRCULANT					Fonds dédiés		
STOCKS					Provisions pour risques		
Avances et acomptes versés					TOTAL (2)		
CREANCES					DETTES		
Clients et comptes rattachés	27 551		27 551	19 442	Emprunts et dettes / établisst bancaire	21	
Autres créances	6 362		6 362	14 667	Emprunts particuliers		
DIVERS					Avances et acomptes reçus/ commandes		
V.M.P					Dettes fournisseurs & cptes rattachés	21 062	16 105
Disponibilités (caisse, banque, ccp)	117 210		117 210	89 902	Dettes fiscales et sociales	32 799	22 579
Charges constatées d'avance	1 346		1 346	1 346	Autres dettes		
TOTAL (2)	152 470		152 470	125 357	Produits constatés d'avance	827	5 050
TOTAL GENERAL (1+2)	338 326	153 778	184 549	165 130	TOTAL (3)	54 709	43 734
					TOTAL GENERAL (1+2+3)	184 549	165 130

M. Serge Grunberg, trésorier, expose que l'exercice 2019, bien que tendu jusqu'à son terme, s'est révélé meilleur que le précédent en raison d'une augmentation de 9.2 % des prestations de services (grâce à un nouveau contrat avec le Ganil et à l'étude pour le projet E40), de la hausse du montant des cotisations (25.3 % de plus qu'en 2018) et du contrôle très sévère des dépenses (si les achats ont augmenté pour assurer notre prestation Ganil, les dépenses d'entretien et de personnel ont baissé). L'ACRO a ainsi pu atteindre un résultat net de 13 070 € en 2019 contre 4 677 € en 2018. Il est à souligner que les dons à l'ACRO se sont élevés à 23 764 €, au même niveau qu'en 2018 (23 644 €). Il remercie vivement les donateurs car sans cette ressource notre résultat aurait été négatif.

Ce résultat positif ne masque cependant pas les problèmes récurrents que l'association affronte depuis des années : une quasi stagnation des subventions, un effectif de salariés restreint, des demandes d'étude aléatoires. M. Bex, commissaire aux comptes, intervient ensuite. Il valide sans réserve les comptes présentés. Il exprime de vifs remerciements à l'adresse de Mme Karine Dugué pour son travail comptable. Il a relevé des points positifs : le montant de l'appel à dons qui a encore été d'un bon niveau, les 113 000 euros de fonds propres. Il appelle cependant notre vigilance face à la fragilité des commandes d'étude.

DEPENSES	€	RECETTES	€
60 - Achats	35 310 €	70 - Ventes produits finis, prestations de services	79 951 €
achats d'études, analyses et prestations (dont 3 intercomp.)	15 054 €	produits des activités annexes	3 668 €
achats non stockés de matières & fourniture (N ₂ liquide)	5 924 €	Abonnement / vente journaux	3 350 €
Fournitures non stockables (eau, énergie, gaz)	4 144 €	autres (kways, conférences ...)	318 €
fournitures d'entretien et petit équip.	8 432 €	prestations de services	76 283 €
fournitures administratives	1 756 €	Etudes et surveillances (France et étranger)	41 082 €
		Ventes d'analyses	27 081 €
		Dépistage du radon (réglementaire)	8 120 €
61 - services extérieurs	19 241 €		
locations mobilières et immobilières	16 439 €	74 - Subventions	103 355 €
entretien/réparations	469 €	Collectivités territoriales	23 355 €
assurances	1 661 €	Communes	6 135 €
documentation	672 €	Départements	17 220 €
		Régions	
62 - Autres services extérieurs	18 934 €	Etat	40 000 €
rémunérations intermédiaires et honoraires	5 436 €	Ministère de l'Ecologie et du Dév. Durable	40 000 €
Information, communication (dont acronique et kway)	5 534 €	Autres	40 000 €
déplacements, missions et réception	4 361 €	Autorité de Sécurité Nucléaire	40 000 €
frais postaux (dont colis) et télécom	3 356 €		
services bancaires	247 €	75 - Autres produits de gestion courante	34 955 €
divers	- €	Cotisations générales annuelles	11 191 €
63 - Impôts et taxes	1 077 €	Dons et libéralités perçus	23 764 €
		76 - Produits financiers	531 €
64 - Charges de personnel	136 326 €		
rémunérations brutes du personnel	104 296 €	77 - Produits exceptionnels	4 919 €
charges sociales, mutuelle + autres charges (dont CP)	32 030 €	produits exceptionnels sur opération de gestion	293 €
		produits exceptionnels sur opération en capital	4 626 €
65 - autres charges de gestion courante	- €	78 - Reprises sur amortissements et provisions	- €
		reprises provisions fonds dédiés	- €
66 - Intérêts et charges assimilées	- €	79 - Transferts de charges & comptes d'ordre	7 980 €
Agios, intérêts bancaires, opérations financières	- €	transferts de charges d'exploitation	7 980 €
67 - Charges exceptionnelles	39 €		
charges exceptionnelles	39 €	TOTAL DES CHARGES	218 621 €
68 - dotations aux amortissements et provisions	7 694 €	TOTAL DES PRODUITS	231 691 €
dotations aux amortissements sur immobilisations	7 694 €	EXCEDENT	13 070 €
provisions pour fonds dédiés		INSUFFISANCE	
69 - Participation - impôts sur les bénéfices	- €		
		86 - Emploi des contributions volontaires en nature	
		860 - Aides en nature	5 959 €
		862 - Prestations	
		864 - Bénévoles	70 477 €
		TOTAL	308 127 €
		87 - Contributions volontaires en nature	
		870 - Bénévolat	70 477 €
		871 - Prestations en nature	
		875 - Dons en nature	5 959 €
		TOTAL	308 127 €

Vote 1 : le compte financier 2019 est approuvé à l'unanimité et l'excédent de 13 070 euros est affecté en report à nouveau (au passif du bilan).

3 – Le budget prévisionnel 2020

DEPENSES	€	RECETTES	€
60 - Achats	30 165 €	70 - Ventes produits finis, prestations de services	86 032 €
achats d'études, analyses et prestations	10 865 €	produits des activités annexes	9 200 €
achats non stockés de matières & fourniture (N ₂ liquide)	5 800 €	<i>Abonnement / vente journaux</i>	<i>3 200 €</i>
Fournitures non stockables (eau, énergie, gaz)	4 500 €	<i>autres (participations aux études, conférences ...)</i>	<i>6 000 €</i>
fournitures d'entretien et petit équip.	7 100 €	prestations de services	76 832 €
fournitures administratives	1 900 €	<i>Etudes et surveillances **</i>	<i>38 832 €</i>
		<i>Ventes d'analyses</i>	<i>23 000 €</i>
		<i>Dépistage du radon (dans les ERP)</i>	<i>15 000 €</i>
61 - services extérieurs	20 600 €	74 - Subventions	102 200 €
locations mobilières et immobilières	16 600 €	Collectivités territoriales	22 200 €
entretien/réparations	1 500 €	<i>Communes</i>	<i>6 000 €</i>
assurances	1 700 €	<i>Départements</i>	<i>16 200 €</i>
documentation	800 €		
62 - Autres services extérieurs	20 300 €		
rémunérations intermédiaires et honoraires	5 600 €	Etat	40 000 €
publications (acronique)	4 500 €	<i>Ministère de l'Ecologie et du Dév. Durable</i>	<i>40 000 €</i>
déplacements, missions et reception	6 200 €		
frais postaux et de télécom	3 720 €	Autres	40 000 €
services bancaires	280 €	<i>Autorité de Sécurité Nucléaire</i>	<i>40 000 €</i>
divers	- €		
63 - Impôts et taxes	1 550 €	<i>réserve parlementaire</i>	
64 - Charges de personnel	148 137 €	<i>Union européenne</i>	
rémunérations du personnel*	110 250 €	<i>Fondations</i>	
charges sociales + mutuelle	37 887 €		
Autres (CICE)	- €		
65 - autres charges de gestion courante	- €	75 - Autres produits de gestion courante	30 000 €
		Cotisations générales annuelles	10 000 €
		Dons et libéralités perçus	20 000 €
		Produits divers gestion courante	- €
66 - Intérêts et charges assimilées	- €	76 - Produits financiers	400 €
Agios, intérêts bancaires, opérations financières			
67 - Charges exceptionnelles	- €	77 - Produits exceptionnels	4 620 €
charges exceptionnelles		produits exceptionnels sur opération de gestion	- €
		produits exceptionnels sur opération en capital	4 620 €
68 - dotations aux amortissements et provisions	7 800 €	78 - Reprises sur amortissements et provisions	- €
dotations aux amortissements sur immobilisations	7 800 €	reprises provisions fonds dédiés	- €
provisions pour fonds dédiés			
69 - Participation - impôts sur les bénéfices	- €	79 - Transferts de charges & comptes d'ordre	5 300 €
		transferts de charges d'exploitation	5 300 €
TOTAL DES CHARGES	228 552 €	TOTAL DES PRODUITS	228 552 €
EXCEDENT		INSUFFISANCE	- 0 €
86 - Emploi des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Aides en nature	11 000 €	870 - Bénévolat	95 000 €
862 - Prestations		871 - Prestations en nature	
864 - Bénévoles	95 000 €	875 - Dons en nature	11 000 €
TOTAL	334 552 €	TOTAL	334 552 €

M. le trésorier présente le budget prévisionnel 2020, équilibré à 228 552 euros ou 334 552 euros avec la contribution des bénévoles, en augmentation malgré la crise sanitaire. Il est élaboré avec une augmentation prudente des ventes d'analyses et d'études, et la poursuite de la maîtrise des dépenses.

Vote 2 : le prévisionnel 2020 est approuvé à l'unanimité.

4 – Le rapport d'activité 2019

Mme Mylène Josset, responsable du laboratoire, présente l'ensemble des activités menées par l'association en 2019. Une synthèse a été envoyée avec la convocation.

4.1 - OCRE (Observatoire citoyen de la radioactivité dans l'environnement)

De nombreuses personnes participent à la surveillance du littoral et des rivières normands, du plateau de La Hague, de la Loire et de la Vienne en prélevant des échantillons. Les lieux et les périodes (mensuelle, trimestrielle, semestrielle, annuelle) sont constants.

Au total 388 échantillons ont ainsi été analysés dans le cadre de l'OCRE en 2019, 105 d'éléments solides (spectro gamma) et 288 d'eau (tritium). 102 proviennent du littoral normand, 162 du plateau de La Hague, 22 des rivières normandes et 97 de la Loire et de la Vienne.

Un pic anormal de tritium a été mesuré à Saumur en janvier 2019, 310 Bq/L. Cela a conduit l'ASN et l'IRSN à lancer un groupe de travail avec l'ACRO et le RSN 49. Cela pourra permettre à l'ACRO d'enfin connaître les dates des rejets effectués par les centrales.

Tous les résultats des analyses de l'ACRO sont consultables à l'aide d'une carte interactive sur le site www.acro.eu.org. Ils sont également disponibles sur le site du RNM (réseau national de mesures) www.mesure-radioactivite.fr dont l'ACRO est un des contributeurs.

4.2 - Le suivi des conséquences de la catastrophe de Fukushima

Notre site dédié www.fukushima.eu.org est régulièrement mis à jour et fréquemment consulté.

L'ACRO continue sa collaboration avec le laboratoire de Chikurin à propos des déchets de la décontamination et des rejets des usines d'incinération. Des draps de lin captant des effluents ont été reçus et analysés.

4.3 - Les études et expertises

- Le tritium dans l'eau potable en France : une analyse des données du ministère de la santé a été publiée en juillet 2019 révélant une pollution dans la Seine et la Loire touchant 6 millions de personnes. L'impact médiatique a été énorme, mais cela n'a pas eu d'effet sur les adhésions ni sur les dons. Cependant, en juin 2020 le premier ministre a inclus dans les nouvelles préoccupations de l'ASN, la question de l'alimentation en eau potable en cas d'accident grave.

- La carrière de Tournai-sur-Dives : à la demande d'une association opposée à son extension, des investigations ont mis en évidence la présence d'une radioactivité naturelle concentrée.

- Brennilis (29) : commencé en 2002, l'ACRO poursuit son accompagnement technique de la CLI pour le démantèlement du site à la suite de l'arrêt du réacteur en 1985.

- Le projet de voie navigable reliant la Mer baltique à la Mer noire (E40) : à la demande d'une association allemande, au nom de plusieurs organisations inquiètes pour la Pologne, l'ACRO a réalisé une étude documentaire pointant les effets négatifs de l'élargissement et du creusement de cours d'eau passant au pied de Tchernobyl (voir 5.3).

4.4 - Les contrôles, analyses et dépistages réglementaires

L'ACRO participe à la surveillance de centres de recherche (ex. : Cyceron à Caen avec une cartographie gamma depuis 2005, et le Ganil à Caen depuis juillet 2019), elle assure des dépistages radiologiques de déchets industriels spéciaux (DIS) pour des centres d'enfouissement technique et des CHU.

L'ACRO est habilitée (niveau 1) pour effectuer le dépistage du radon dans les établissements recevant du public (ERP). Elle a procédé à la mesure de l'activité volumique du radon dans 32 établissements d'enseignement, médico-sociaux, tribunaux... Ce dépistage est à présent étendu aux établissements ayant des salariés dans des zones granitiques.

Au total, l'ACRO a effectué 411 analyses gamma et 453 analyses tritium en 2019. Elle bénéficie de

15 agréments délivrés par l'ASN en plus de l'habilitation à mesurer le radon, et d'agréments du ministère de l'économie et des finances pour la détection de la radioactivité dans les denrées alimentaires et divers objets.

4.5 - La participation à des commissions et à des groupes de travail

Cela reste un axe important des actions de l'ACRO afin d'être force de proposition, de peser dans les processus de décision et de glaner des informations. Elle est présente dans 6 CLI (4 dans le Cotentin, le GANIL, Paluel/Penly), au HCTSIN, au PNGMDR, au COR-IRSN, au GT-ANCCLI, au RNM, etc...

L'ACRO a publié trois cahiers d'acteur dans le cadre du débat national sur la gestion des matières et déchets radiologiques (consultables sur notre site).

4.6 - Information-communication

En avril 2019, l'antenne du Cotentin a organisé un "Becquerel tour" sur le plateau de La Hague qui a connu un bon succès. L'ACRO a participé à près de trente conférences ou réunions publiques.

L'ACRONique du nucléaire a tenu son rythme habituel (4 n° par an).

L'ACRO gère cinq sites internet, deux comptes Twitter (ACRO et Fukushima), un compte Facebook. Les deux sites les plus visités sont ceux de l'ACRO (avec le tritium dans la Loire et dans l'eau de consommation) et celui dédié à Fukushima. Six communiqués de presse ont été publiés.

4.7 - La contribution des bénévoles à l'activité de l'ACRO

Elle reste importante (2,0 ETP) mais diminue à cause principalement de l'arrêt des longs déplacements (à Paris par exemple) si la réunion ne dure qu'une demi-journée.

Vote 3 : le rapport d'activité 2019 est approuvé à l'unanimité.

5 – Partage d'informations

5.1 - L'OCRE (observatoire citoyen de la radioactivité dans l'environnement) dans La Hague

Mme Aurore Le Vot, salariée depuis juillet 2019, rappelle les objectifs et les moyens de l'Observatoire et présente son activité en 2019 dans La Hague. 41 stations de prélèvements sont utilisées donnant lieu à 152 analyses tritium d'eau douce et 12 d'eau de mer, en plus des analyses gamma.

La Sainte-Hélène : ce ruisseau est alimenté par les eaux de pluie des sites d'Orano et de l'Andra et par les écoulements de la nappe phréatique située sous ces deux sites. L'ACRO utilise 17 sites de prélèvement. Jusqu'en 2011, la teneur en tritium était souvent supérieure aux limites réglementaires.

Le Grand Bel : on constate également une baisse tendancielle du tritium mais à niveau très supérieur à ceux de la Sainte-Hélène (entre 200 et 800 Bq/L).

L'anse des Moulinets, la baie d'Ecalgrain, le ru des Landes : on constate parfois des pics surprenants, par exemple en octobre 2019 à l'anse des Moulinets avec 70 Bq/L.

Les résultats des mesures sont toujours supérieurs à la radioactivité naturelle. Ils montrent une contamination chronique de l'environnement aquatique et terrestre de la part d'Orano et de l'Andra du fait des rejets liquide en mer, des rejets atmosphériques, des pollutions anciennes. Qu'en sera-t-il en cas séisme ?

L'OCRE démontre ainsi toute son utilité pour une surveillance et une vigilance citoyennes. Une présentation annuelle des résultats est envisagée par l'antenne du Cotentin à destination du public, des élus et des journalistes.

5.2 - Les CLI du Cotentin

M. Guy Vastel, un des bénévoles représentant l'ACRO au sein des quatre CLI, présente les principaux dossiers qu'il y a suivis et fait appel aux volontaires pour le suppléer. Le décès de M. André Guillemette qui était la mémoire de l'industrie nucléaire dans le Cotentin, constitue une

grande perte pour l'ACRO et pour les CLI.

A la CLI de Flamanville, il a mis l'accent sur le problème des soudures, les nombreuses anomalies, les réparations tardives. L'actualisation du PPI a donné lieu à des aberrations : un sens d'évacuation de la population de Cherbourg vers Les Pieux c'est-à-dire vers le lieu de l'accident, une "ligne hermétique" isolant la presqu'île et bloquant les issues vers le sud, la non prise en compte de l'usine Orano bien que située dans le rayon des 20 km, etc... L'ACRO milite toujours pour une distribution des pastilles d'iode jusqu'à 100 km.

A la CLI Orano, l'ACRO suit les travaux de dépollution du ru des Landes après qu'elle a révélé la présence de strontium et de plutonium ; elle va participer au groupe de travail devant traiter du silo 130.

Le travail dans les CLI se fait de plus en plus en coordination avec les trois associations partenaires (le Crilan, Greenpeace, FNE). Ainsi trois réunions publiques sur le nouveau PPI ont été organisées avec un public parfois plus nombreux qu'à celles de la préfecture.

Une consultation publique sur le chargement partiel de combustible à l'EPR a lieu actuellement.

L'assemblée souhaite que l'association communique sur le défaut de transparence et sur les risques de contamination des salariés intervenant sur le site.

5.3 - L'héritage de Tchernobyl et le projet de voie navigable reliant la Mer baltique à la Mer noire (E40)

Une importante association allemande, au nom de Save Polesia (la Polésie est décrite comme étant une Amazonie européenne) regroupant de nombreuses organisations, a commandé à l'ACRO une étude bibliographique. En effet, ce projet destructeur de la faune et de la flore de la Polésie, prévoit l'aménagement d'un canal passant au pied de Tchernobyl, dans la zone d'exclusion. Cela va, entre autres inconvénients, nécessiter de déplacer les sédiments lourdement chargés de radioéléments (césium, strontium, plutonium). Huit millions d'Ukrainiens en seront impactés pour leur consommation d'eau. L'AEIA a recommandé de ne pas toucher aux sédiments, mais n'a pas réagi suite au démarrage des travaux de dragage.

6 – Perspectives pour l'ACRO en 2020-2021

6.1 - Trois campagnes en 2021

- Les 10 ans de Fukushima : nous mettrons l'accent sur la nécessaire prise en compte de cette catastrophe pour l'élaboration des PPI en France.
- La convention OSPAR (pour Oslo-Paris) signée en 1998 à Sintra au Portugal prévoit que les rejets de radioéléments dans l'Océan atlantique, la mer de La Manche et la Mer du Nord, soient proches de zéro à l'horizon 2020. Une conférence prévue cette année n'a pu se tenir à cause de la crise sanitaire ; elle est reportée en juillet 2021 au Portugal. L'ACRO va utiliser les données bibliographiques sur le tritium et l'iode 129 et effectuer des prélèvements de La Manche jusqu'aux Pays-Bas (grâce à un bénévole). La campagne démarrera à la fin du printemps pour démontrer que les engagements n'ont malheureusement pas été tenus.
- Le projet de piscine centralisée dans l'usine Orano de La Hague. A part les syndicats et des élus, tous favorables, il n'y a pas, pour l'instant, de réaction de la population du Cotentin. L'ACRO posera la question de la nécessaire bunkérisation de la future comme des anciennes piscines sur ce site, ainsi que celle de l'alternative du stockage à sec. Elle fera campagne pour informer le public sur les effets de cette piscine et sur les alternatives.

6.2 - La pérennité de l'ACRO

Nous faisons le constat que nos ressources commerciales sont fragiles alors que nos compétences sont reconnues et nos équipements performants. En effet les collectivités locales et les CLI ne demandent plus d'études (sauf le CD 29), les ONG en demandent moins, les ventes d'analyse sont aléatoires dans un contexte plus concurrentiel.

La présentation du président et les interventions des participants font apparaître quatre scénarios :

- Une suppression des activités du laboratoire. Cela n'est pas concevable car la pertinence de notre projet associatif et la notoriété de l'association seraient complètement remis en cause.
- Une augmentation importante des activités du laboratoire grâce à une démarche commerciale beaucoup plus active. En effet, nous avons des équipements performants sous-utilisés, des personnels compétents, cela conforterait notre projet associatif et permettrait d'être en mesure de réagir en cas d'accident. Les activités à développer concerneraient l'analyse des DIS, du radon, la radioprotection des travailleurs, la caractérisation radiologique des matériaux de construction, etc... Cela suppose une orientation vers la biologie médicale, de nouveaux agréments ou accréditations (par l'ASN, le COFRAC - Comité français d'accréditation), de nouveaux salariés dont un commercial. Tout ceci est coûteux et aléatoire dans un contexte de plus en plus concurrentiel avec un risque d'absorption, d'où de disparition. De plus notre charte nous oblige à rendre publiques toutes nos analyses, cela risque de ne pas être possible avec certains clients.
- Dissocier l'association du laboratoire, celui-ci devenant un partenaire autonome voire indépendant, peut-être en lien avec des organismes publics ou privés. Cette évolution générerait les mêmes travers que le scénario 1.
- Maintenir l'activité et la voilure que l'on connaît actuellement. Quelle pérennité ?

En conclusion, le président constate qu'il n'y a pas d'opposition à développer l'activité commerciale sous conditions : garder notre ADN en demeurant une association adossée à un laboratoire indépendant, et préserver notre liberté de parole et d'alerte en pouvant publier nos résultats.

6.3 - Le traitement des masses de données

A l'occasion de notre campagne sur la présence de radioéléments dans l'eau de consommation, nous avons sollicité le ministère de la santé. Celui-ci nous a envoyé une quantité très volumineuse de données sous des formats divers. De plus d'autres données sont disponibles sur data.gouv.fr. En 2019, M. Guillaume Rougier, salarié, a pu utiliser une partie des données pour réaliser une carte interactive, mais il vient de quitter l'ACRO pour une autre voie professionnelle. Il y a donc nécessité de recruter une personne informaticienne compétente en traitement de données et capable de les vulgariser. Ce serait dans un premier temps en service civique.

Vote 4 : L'assemblée générale donne son accord pour ce recrutement à l'unanimité.

6.4 - Le changement de local

M. Alain Rose informe l'assemblée sur l'état d'avancement de notre changement de locaux. Ceux-ci étant à vendre et la mairie d'Hérouville-St-Clair ayant préempté, nous risquons de devoir partir à l'échéance de notre bail en septembre 2022. Un local a été envisagé à Hérouville, mais le coût d'aménagement ajouté au coût d'acquisition dépasse notre budget estimé entre 300 et 350 000 euros, ce qui ferait des échéances équivalentes à notre loyer actuel. Les recherches se poursuivent même si les besoins ne sont pas précis à cause des choix sur l'évolution de l'association (voir 6.2).

7 - Questions diverses

Il n'y a pas de questions diverses.

8 – Élections du Conseil d'administration

Tous les administrateurs sortants se proposent pour un nouveau mandat, il n'y a pas de nouvelle candidature.

Vote 5 : Les sortants sont réélus à l'unanimité.

La séance est levée à 16h15.